

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2008 — 2389

[C - 2008/07141]

1 JULI 2008. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 juni 2005 betreffende de uitbreiding en reorganisatie van de basisoverlegcomités voor het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, artikel 10, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, artikel 34, tweede lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 juni 2005 betreffende de uitbreiding en reorganisatie van de basisoverlegcomités voor het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité overeenstemmend met het Sectorcomité XIV, gesloten op 23 april 2008,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 14 juni 2005 betreffende de uitbreiding en reorganisatie van de basisoverlegcomités voor het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « 5. Berlaar » vervangen door de woorden « 5. Grobbendonk »;

2. in hetzelfde lid worden de woorden « 24. Spich » opgeheven.

3° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « De lijst van de eenheden » vervangen door de woorden « De lijst van de kwartieren ».

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 4 april 2006.

Brussel, 1 juli 2008.

P. DE CREM

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2008 — 2389

[C - 2008/07141]

1^{er} JUILLET 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 14 juin 2005 relatif à l'élargissement et à la réorganisation des comités de concertation de base pour le personnel civil du Ministère de la Défense

Le Ministre de la Défense,

Vu la loi du 19 décembre 1794 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, l'article 10, modifié par la loi du 19 juillet 1983;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1794 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, l'article 34, alinéa 2;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2005 relatif à l'élargissement et à la réorganisation des comités de concertation de base pour le personnel civil du Ministère de la Défense;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation correspondant au Comité du secteur XIV conclu le 23 avril 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté ministériel du 14 juin 2005 relatif à l'élargissement et à la réorganisation des comités de concertation de base pour le personnel civil du Ministère de la Défense, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 5. Berlaar » sont remplacés par les mots « 5. Grobbendonk »;

2° dans le même alinéa, les mots « 24. Spich » sont abrogés;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « La liste des unités » sont remplacés par les mots « La liste des quartiers ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 4 avril 2006.

Bruxelles, le 1 juillet 2008.

P. DE CREM

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2390

[2008/202553]

3 JUILLET 2008. — Décret relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "maltraitance" : tout acte ou omission commis par une personne ou un groupe de personnes qui, au sein d'une relation personnelle ou professionnelle avec une personne âgée, porte ou pourrait porter atteinte physiquement, moralement ou matériellement à cette personne;

2° "personnes âgées" : les personnes âgées de soixante ans au moins;

3° "Conseil" : le Conseil visé par les articles 24 à 28 du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

4° "intervenant" : toute personne liée à la personne âgée, qu'elle soit membre de la famille, de l'entourage ou agissant dans un contexte professionnel.

CHAPITRE II. — *De la reconnaissance de l'organisme chargé de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées*

Art. 3. Le Gouvernement reconnaît un organisme chargé de la lutte contre la maltraitance, ci-après dénommé "l'agence".

Art. 4. L'agence est reconnue à sa demande par le Gouvernement wallon aux conditions suivantes :

1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif dont le siège social sera fixé par le Gouvernement;

2° comprendre dans son conseil d'administration des représentants :

— du Gouvernement;

— d'associations actives dans le secteur du troisième âge;

— d'opérateurs régionaux publics à vocation statistique;

3° disposer d'une équipe dont la composition minimale est fixée par le Gouvernement.

Art. 5. Les demandes de reconnaissance sont adressées par pli recommandé au Gouvernement, lequel statue dans les deux mois après avoir examiné si les conditions prévues par le décret et les dispositions qui l'exécutent ont été remplies.

Si plusieurs associations remplissent les conditions précitées, le Gouvernement statue au terme d'une sélection effectuée par un jury dont la composition est déterminée par le Gouvernement. Le jury fondera son avis en comparant la qualité des projets et l'expérience des personnes attachées à la réalisation de ces projets, en regard des missions telles que prévues à l'article 7 du présent décret.

Art. 6. L'agence cesse d'être reconnue dans les deux cas suivants :

1° lorsque le Gouvernement décide de suspendre sa reconnaissance;

2° lorsque le Gouvernement lui retire sa reconnaissance.

Le Gouvernement peut suspendre, pour une durée de trois mois, renouvelable une fois, la reconnaissance de l'agence lorsque les conditions prévues aux articles 4 et 7 du présent décret ou en vertu de ceux-ci ne sont pas respectées.

Après expiration du délai de suspension, si les conditions précitées ne sont toujours pas remplies, le Gouvernement peut retirer sa reconnaissance.

Un recours peut être introduit par envoi recommandé dans les deux mois de la notification de la décision de suspension ou de retrait auprès du Gouvernement.

Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours.

En cas de retrait de la reconnaissance de l'agence, une nouvelle procédure de reconnaissance peut être décidée par le Gouvernement, en application de l'article 5 du présent décret.

CHAPITRE III. — *Des missions et du rapport de l'agence*

Art. 7. Les missions de l'agence consistent à assurer :

1° une assistance au bénéfice des personnes âgées en matière de maltraitance, notamment par la mise sur pied, la gestion et le suivi d'un numéro d'appel téléphonique gratuit;

2° l'organisation d'actions, d'information et de sensibilisation de la maltraitance à destination du public, notamment via la création d'un site Internet;

3° l'organisation de formations au bénéfice de professions susceptibles d'être confrontées à des cas de maltraitance;

4° l'échange d'informations, de statistiques ou de bonnes pratiques avec des associations ou organisations similaires dans les Régions ou Communautés limitrophes ou dans d'autres pays.

L'agence doit veiller à assurer ces quatre missions par une couverture de tout le territoire de la région de langue française avec au moins une antenne par province, selon les modalités que le Gouvernement détermine.

Art. 8. Un rapport annuel établi par l'agence est soumis à l'avis du Conseil avant d'être approuvé par le Gouvernement et transmis pour information au Parlement pour le 15 juin au plus tard.

Ce rapport contient :

1° un bilan et une description des actions organisées durant l'année écoulée;

2° des propositions d'orientation de la politique à mettre en œuvre contre la maltraitance;

3° une annexe statistique relative aux dossiers de maltraitance enregistrés et traités durant l'année écoulée, en fonction des types d'intervention suivants :

— intervention de type A : l'écoute;

— intervention de type B : l'écoute et, à la demande de l'appelant, l'information et l'orientation en vue d'une recherche de solution;

— intervention de type C : l'écoute, l'information, l'orientation et la médiation en vue d'une recherche d'une solution et, à la demande de l'appelant, une démarche de recherche de solution menée sur le terrain par l'agence consistant à réunir et à coordonner les différents intervenants;

4° un rapport global relatif aux plaintes enregistrées durant l'année écoulée en collaboration avec le Conseil.

CHAPITRE IV. — *Des subventions octroyées à l'agence*

Art. 9. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde une subvention à l'agence.

Celle-ci doit se soumettre au contrôle des membres du service d'inspection de l'administration.

Art. 10. Il est alloué à l'agence une subvention annuelle permettant d'assurer les missions visées à l'article 7 du présent décret et destinée à couvrir :

1° les frais de personnel de l'équipe visée à l'article 4;

2° les frais de fonctionnement.

La subvention est déterminée par le Gouvernement, sur la base d'un budget prévisionnel de l'année suivante, établi par l'agence pour le 15 septembre au plus tard.

Le Gouvernement est habilité à définir les dépenses admissibles en matière de frais de personnel et de frais de fonctionnement.

Il peut déterminer la liquidation d'une ou de plusieurs avances.

Art. 11. La subvention est accordée à l'agence si celle-ci remplit les obligations suivantes :

1° transmettre le rapport visé à l'article 8 du présent décret ainsi que les pièces justificatives au Gouvernement dans les délais fixés par celui-ci;

2° communiquer au Gouvernement toute modification apportée aux statuts et à la composition du personnel subventionné.

Lorsque les obligations prévues au présent chapitre ne sont pas remplies, le Gouvernement informe l'agence par lettre recommandée de la réduction ou de la suspension de la subvention.

L'agence dispose de trente jours à dater de la réception de la proposition de réduction ou de suspension pour transmettre par lettre recommandée ses observations au Gouvernement.

Ce dernier statue dans les trente jours suivant la réception des observations précitées.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 12. L'article 24, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge est complété comme suit :

"6° l'avis rendu en application du décret du 26 juin 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées."

Art. 13. Le personnel d'associations ayant pour mission la lutte contre la maltraitance peut être transféré au sein de l'association reconnue, suivant les conditions et modalités définies par le Gouvernement.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) Session 2007-2008.

Documents du Parlement wallon 790 (2007-2008) N^{os} 1 à 17.

Compte rendu intégral, séance publique du 25 juin 2008.

Discussion. — Votes.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2390

[2008/202553]

3 JULI 2008. — Decreet betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "mishandeling" : elke daad of nalatigheid begaan door een persoon of een groep van personen die in zijn persoonlijke of beroepsrelatie met een bejaarde persoon fysieke, morele of materiële schade aan deze persoon berokkent of zou kunnen berokkenen;

2° "bejaarde personen" : personen die minstens zestig jaar oud zijn;

3° "Raad" : de Raad bedoeld in de artikelen 24 tot 28 van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse raad voor de derde leeftijd);

4° "interveniënt" : elke persoon in relatie met de bejaarde persoon, ongeacht of hij lid van het gezin of van de omgeving is, of beroepshalve handelt.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de instelling belast met de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen*

Art. 3. Een instelling belast met de bestrijding van de mishandeling, hierna "agentschap" genoemd, wordt door de Regering erkend.

Art. 4. Het agentschap wordt op eigen verzoek door de Regering erkend onder de volgende voorwaarden :

1° het is opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel door de Regering wordt bepaald;

2° zijn raad van bestuur is samengesteld uit de vertegenwoordigers :

— van de Regering;

— van verenigingen die actief zijn in de sector van de derde leeftijd;

— van openbare regionale operatoren met een statistische opdracht;

3° het beschikt over een ploeg waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt vastgelegd.

Art. 5. De erkenningsaanvragen worden bij aangetekend schrijven gericht aan de Regering, die zich uitspreekt binnen twee maanden nadat ze onderzocht heeft of de bij het decreet en de desbetreffende uitvoeringsbepalingen bepaalde voorwaarden vervuld zijn.

Indien de voorwaarden door verschillende verenigingen vervuld worden, beslist de Regering nadat een jury, waarvan zij de samenstelling bepaalt, een selectie heeft doorgevoerd.

De jury zal advies uitbrengen door de kwaliteit van de projecten en de ervaring van de personen die voor de uitvoering van de projecten instaan te toetsen aan de opdrachten zoals bepaald bij artikel 7 van dit decreet.

Art. 6. Het agentschap wordt niet langer erkend in de twee volgende gevallen :

1° als de Regering beslist de erkenning op te schorten;

2° als de Regering de erkenning intrekt.

De Regering kan de erkenning van het agentschap voor de duur van drie maanden (eenmaal hernieuwbaar) opschorten wanneer de voorwaarden bedoeld in de artikelen 4 en 7 van dit decreet niet nageleefd worden.

Indien de voorwaarden nog steeds niet vervuld zijn na het verstrijken van de schorsingstermijn kan de Regering de erkenning intrekken.

Binnen twee maanden na kennisgeving van de beslissing tot schorsing of intrekking kan bij aangetekend schrijven een beroep bij de Regering ingesteld worden.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van indiening van het beroep.

Indien de erkenning van het agentschap ingetrokken wordt, kan de Regering beslissen een nieuwe erkenningsprocedure op te starten, overeenkomstig artikel 5 van dit decreet.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten en verslag van het agentschap*

Art. 7. Het agentschap vervult de volgende opdrachten :

1° een begeleiding inzake mishandeling ten gunste van de bejaarde personen, o.a. door de invoering, het beheer en de opvolging van een gratis telefoonnummer;

2° de organisatie van acties, informatieverstrekking en bewustmaking inzake mishandeling naar het publiek toe, o.a. door het totstandbrengen van een Internetsite;

3° de organisatie van opleidingen voor beroepen die met mishandelingsgevallen geconfronteerd kunnen worden;

4° de uitwisseling van informatie, statistieken of goede praktijken met soortgelijke verenigingen of organisaties in de aangrenzende Gewesten of Gemeenschappen of in andere landen.

Het agentschap moet deze vier opdrachten vervullen op het gezamenlijke grondgebied van het Franse taalgebied, met minstens één antenne per provincie en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Art. 8. Een door het agentschap opgemaakt jaarverslag wordt aan het advies van de Raad onderworpen. Het wordt vervolgd door de Regering goedgekeurd en uiterlijk 15 juni voor informatie aan het Parlement overgemaakt.

Dat verslag bevat :

1° een balans en een omschrijving van de acties die gedurende het afgelopen jaar georganiseerd werden;

2° voorstellen tot oriëntatie van het tegen mishandeling te voeren beleid;

3° een statistische bijlage betreffende de mishandelingsdossiers die gedurende het afgelopen jaar geregistreerd en behandeld werden, naar gelang van de volgende types van interventie :

— interventie van type A : het luisteren

— interventie van type B : luisteren en, op verzoek van de appellant, informatieverstrekking en oriëntatie met het oog op een oplossing;

— interventie van type C : luisteren, informatieverstrekking, oriëntatie en bemiddeling met het oog op een oplossing en, op verzoek van de appellant, het zoeken naar een oplossing op de werkvloer door het agentschap waarbij de verschillende interveniënten bijeengebracht en gecoördineerd worden;

4° een globaal verslag betreffende de klachten die gedurende het afgelopen jaar in samenwerking met de Raad geregistreerd werden.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidies verleend aan het agentschap*

Art. 9. De Regering verleent een subsidie aan het agentschap binnen de perken van de begrotingskredieten.

Het agentschap onderwerpt zich aan de controle van de leden van de inspectiedienst van de administratie.

Art. 10. Het agentschap ontvangt een jaarlijkse subsidie om de in artikel 7 van dit decreet bedoelde opdrachten te vervullen en om de volgende kosten te dekken :

3° de personeelskosten van de ploeg bedoeld in artikel 4;

2° de werkingskosten.

Het subsidiebedrag wordt door de Regering bepaald op basis van een voorbegroting voor het volgende jaar, die uiterlijk 15 september door het agentschap wordt opgemaakt.

De Regering is bevoegd voor de vastlegging van de uitgaven die in aanmerking genomen kunnen worden inzake de personeels- en werkingskosten.

Zij mag besluiten tot de uitbetaling van één of meer voorschotten.

Art. 11. De subsidie wordt aan het agentschap verleend indien het de volgende verplichtingen nakomt :

1° het in artikel 8 van dit decreet bedoelde verslag en de bewijsstukken aan de Regering overmaken binnen de termijnen die zij vastgelegd heeft;

2° de Regering kennis geven van elke wijziging aangebracht in de statuten en in de samenstelling van het gesubsidieerde personeel.

Indien de in dit hoofdstuk bedoelde verplichtingen niet nagekomen worden, geeft de Regering het agentschap bij aangetekend schrijven kennis van de vermindering of van de opschorting van de subsidie.

Het agentschap beschikt over dertig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het voorstel tot vermindering of opschorting, om zijn opmerkingen bij aangetekend schrijven aan de Regering mee te delen.

De Regering beslist binnen dertig dagen na ontvangst van de opmerkingen.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. Artikel 24, § 1, tweede lid, van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" wordt aangevuld als volgt:

"6° het advies uitgebracht overeenkomstig het decreet van 26 juni 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen. ».

Art. 13. Het personeel van verenigingen die de bestrijding van mishandeling als opdracht hebben, kan binnen de erkende vereniging overgeplaatst worden onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vastgelegde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement 790 (2007-2008) Nrs. 1 tot 17.

Volledig verslag, openbare vergadering van 25 juli 2008.

Bespreking. — Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2391

[2008/202559]

26 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 16 septembre 2004, 15 avril 2005 et 15 mai 2008;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 42 et 46;

Vu les articles 5, 9 et 20, alinéa 2, du décret du 20 septembre 2007 modifiant les articles 1^{er}, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 et 181 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et y insérant l'article 42bis; et modifiant les articles 1^{er}, 4 et 10 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et y insérant les articles 1^{er}bis, 1^{er}ter, 2bis et 9bis;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 décidant la mise en révision du plan de secteur de Liège et adoptant l'avant-projet de révision de plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain);

Considérant que, par ce même arrêté, le Gouvernement wallon a approuvé le projet de contenu de l'étude d'incidences à laquelle doit être soumis l'avant-projet;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain);